Communiqué de presse

octobre 2005

Il ne faut pas évincer les thérapies visant l'abstinence au profit de l'administration d'héroïne

Dans plusieurs villes de Suisse alémanique, on a commémoré cette année les 10 ans de l'administration d'héroïne à des toxicomanes. Différents quotidiens ont abondamment relaté l'événement sous des titres comme «10 ans d'héroïne gratuite», «Une meilleure qualité de vie pour les toxicomanes hautement dépendants», «Sans Ikarus [programme de Winterthur], je serais mort». Il est généralement question de «projets efficaces» puisque les participants, qui reçoivent de l'héroïne importée par l'Etat, ont une santé un peu meilleure, commettent un peu moins de délits et sont un peu mieux intégrés dans la société. Toutefois, après 10 ans, ils n'ont toujours pas décroché et ne sont pas réellement intégrés. L'administration d'héroïne signifie que le toxicomane est maintenu dans la dépendance.

Alors que les programmes de distribution d'héroïne font l'objet d'une importante publicité, on n'entend presque plus parler des **centres de thérapie visant l'abstinence**. Certes ces précieuses institutions existent encore mais leur nombre a été considérablement réduit. **Au cours des 5 dernières années, 42 d'entre elles ont dû fermer,** ce qui représente une perte totale de 260 places. Une des principales raisons en est que l'on accorde la préférence à l'administration d'héroïne, prétendument meilleur marché. En outre, la nouvelle pratique de financement de la Confédération et des cantons désavantage les centres de thérapie résidentiels. **Leur situation financière n'a jamais été aussi difficile:** un grand nombre d'entre eux vivent sur leurs réserves et sont au bord de la ruine. L'association «Jeunesse sans drogue» s'est fixé pour objectif de les aider.

Depuis le début des années 90, «Jeunesse sans drogue» **défend une politique de la drogue visant l'abstinence et ayant pour but de protéger la jeunesse**. En plus de la diffusion d'une riche documentation, elle vient en aide aux toxicomanes en leur trouvant des places de thérapie et aux institutions thérapeutiques grâce à son soutien financier.

Avec d'autres associations partageant ses idées, «Jeunesse sans drogue» continuera de défendre dans notre pays **une politique de la drogue responsable et restrictive**.